



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
VENDREDI 14 JUIN 2019 A CLICHY**

B.O n° 2463

Début des travaux à 10h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Président Délégué	Jean-Jacques BEURRIER
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Julien VILLE
Vice-Présidents	Serge BRUNET Dominique LAGIER Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Laurent VIQUERAT
Membres	Ophélie ASPORD (après-midi) Michel BOUSSARD Dominique CUPILLARD Jean-Claude DUNAND-MARTIN Patrick FRADET Myrtho MANDE Lara MELLOTT Stéphane METZGER Carine SOLLBERGER Jean-Louis THOREMBEY
Membres Honoraires	Madeleine BERNAVON Lucien GASTALDELLO Henri WACHTER
Assistent	
Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Financière	Marie LE BER
Directeur Technique National	Julien ISSOULIÉ
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Directeur du Water-Polo	Florian BRUZZO
CTN Natation Course	Marc HANSSLER
Responsable des Ressources Humaines	Christine MARC'H
Collaboratrice Président chargée du Pôle Ressources	Valérie GICQUEL

Collaboratrice auprès de la Secrétaire Générale Responsable Juridique	Magali TAPRET Antoine DURAND (en partie)
Excusés : Trésorier Adjoint Vice-Présidente Vice-Présidente Membre Membre Membre Membre Membre Membre Membre Honoraire Membre Honoraire Membre Honoraire Président Commission Eau Libre Absents : Membre Membre	Patrick PEREZ Anne-Michèle MELGRANI-POLI Aline MICHELET Alain BERNARD Laure GAUTHREAU Christine KITEGI Christine LEPOURCELET TALVARD Hélène RICARDO-GARDEAU Sami CHEIKH Catherine TRAN KIEM Dominique BAHON Paulette FERNEZ Bernard PAILLIEUX Jean-Paul NARCE Philippe LEBLOND David WAGNER

1. Accueil du Président

Gilles Sézional est très heureux d'accueillir les membres du Comité Directeur pour partager ces moments d'échanges et de travail.

Avant d'entamer les points inscrits à l'ordre du jour, Christiane Guérin demande aux membres du Comité Directeur d'être à l'avenir plus vigilants aux consultations électroniques qui leur sont transmises et d'y répondre rapidement. Il est en effet important que chacun puisse exprimer son avis et que les décisions soient les plus collégiales possible.

2. Adoption du Procès-Verbal du Comité Directeur du 22 mars 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Adoption des Procès-Verbaux des commissions

3.1 - Commission Formation / ENF du 27 mars 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.2 - Commission Outremer du 28 mars 2019

Myrtho Mandé explique qu'aucun procès-verbal n'a été rédigé compte-tenu de la teneur des travaux déjà calés lors de la précédente commission. Christiane Guérin souhaite néanmoins qu'à l'avenir un compte-rendu, même succinct, soit rédigé sur les sujets évoqués en commission.

3.3 - Commission des Activités Estivales du 10 avril 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.4 - Commission d'Evaluation des Projets du 3 mai 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.5 - Commission Natation Course du 24 mai 2019

Ce procès-verbal n'a pas encore été rédigé.

3.6 – Groupe de travail ENF du 14 mars 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Dans un souci d'efficacité, Christiane Guérin souhaite que les procès-verbaux des commissions soient établis dans les 15 jours qui suivent la réunion et transmis au comité directeur pour validation et/ou retour de commentaires par voie électronique.

4. Retour sur les réunions fédérales depuis le 22 mars 2019

4.1 – Regroupement des Présidents de Ligues des 29 et 30 mars 2019 (en annexe)

4.2 – Journée des partenaires techniques du 18 avril 2019 (en annexe)

4.3 – Assemblée Générale du CIAA du 24 mai 2019 (en annexe)

5. Affaires Financières

5.1 – Moyens financier de la labellisation

Julien Ville explique que sur les 10 dernières saisons, l'augmentation du nombre de licences à la Fédération Française de Natation ne repose que sur le contingent croissant de licences "J'apprends à Nager", les licences plein et demi-tarif de l'ancienne offre demeurant constantes. Partant de ce constat, il conclut que le dispositif de la labellisation des clubs tant en version 1 (2008 à 2014) que version 2 (2014 à 2018) n'a pas eu l'effet escompté (1,5% d'augmentation du nombre de licences seulement) malgré un coût annuel depuis 2008 de l'ordre de 190 000 Euros. Avec environ 335 000 licences enregistrées à ce jour, ce qui constitue en soi un résultat encourageant mais pas satisfaisant, la réforme de la licence s'avérerait indispensable pour corriger la dynamique négative de la dernière décennie.

Afin d'inscrire la fédération dans le cadre des préconisations du dernier rapport de l'Inspection Générale des Services du Ministère des Sports (2014) et de la Cour des Comptes (2012 à 2016), le dispositif de la labellisation a été réformé, selon le projet politique de l'équipe actuelle, et largement approuvé lors de l'Assemblée Générale à Bordeaux les 26 et 27 avril 2019.

Patrick Fradet précise que la labellisation 1.0 et 2.0 n'aura cependant pas été inutile, bien au contraire, puisqu'elle aura permis de limiter la perte de licences qui aurait pu être plus importante. Pour obtenir le 100% licences, une procédure doit être mise en place et bien suivie.

Gilles Sézional rappelle que les ligues doivent absolument jouer le jeu et la Fédération doit être ferme sur ses exigences. Si les bilans ne sont pas transmis ou incomplets, le dossier sera rejeté.

Serge Brunet demande que l'aide fournie aux ligues soit bien identifiée.

Christiane Guérin précise que le MSN sera mis en avant.

En termes de valorisation, en cohérence avec les capacités financières de la fédération, Bernard Dalmon propose :

- La reconduction de la ristourne de 5 % sur le montant des licences aux clubs pour tous les labels,
- Le maintien du soutien à la formation fédérale (dans les termes améliorés) et
- L'octroi d'un kit de communication plus efficace c'est-à-dire en lien direct avec les partenaires institutionnels (collectivités) des clubs.

Le Comité Directeur approuve à l'unanimité cette proposition.

5.2 – Point sur les licences

Laurent Ciubini fait un point à date sur l'état des licences, avec des résultats intermédiaires corrects mais qui restent à intensifier :

- 336 214 licenciés à ce jour dont 7 812 migrations (+52 809 licences de date à date) - à comparer à l'objectif de 420 000 licences que la fédération s'était fixée.
- 1288 clubs affiliés
- Les objectifs en termes de licences « Compétition » et licences « Encadrement » sont atteints. Par contre, les résultats ne sont pas à la hauteur des prévisions sur la licence Natation pour tous à 10 €.
- Un bilan financier à date de 4,92 M€ - à comparer à la prévision de 5,35-5,4 M€, soit un delta de 0,4 M€ par rapport au budget prévisionnel.

Une prudence financière doit être mise en place par la fédération afin de pallier les éventuelles difficultés si les objectifs n'étaient pas atteints.

Seules deux ligues comptabilisent à ce jour un nombre de licences en-deçà de celui de la dernière saison à la même date.

Il reste encore trois mois pour poursuivre le plan d'actions, à savoir :

- Mise en place de Newsletters faisant la promotion des licences eau libre promotionnelle dans les clubs et de l'EDF Aqua Challenge
- La dotation gratuite des clubs du logiciel « Swim Community » qui obtient déjà de très bons résultats
- Une réflexion menée sur les compétitions challenge
- La mise en place d'opérations estivales et d'une licence spécifique à 2 Euros pour le NGN et le BWP
- 1 courrier de communication adressé aux clubs sur la fiscalité
- Mise en place des aides PSF (ex CNDS) réservées aux clubs 100 % licences
- Diffusion de la lettre sur les différents classements nationaux
- Renvoi d'un courrier qui précise les mesures votées par l'AG sur le 100% licences
- Effectuer une pression sur les clubs du PPF via un courrier spécifique
- Adresser des courriers individualisés aux clubs identifiés par les Ligues qui ne rempliraient pas le 100 % licences
- Sortie de la e.licence
- Afin de régler la problématique des licences compétiteurs après le 1^{er} mai, il est proposé au Comité Directeur de valider le recul de la date de début des licences d'été au 1^{er} juin puisqu'il n'y a aucune compétition été en mai et de passer le tarif de la licence « compétiteur » de 50 à 30 euros au 1^{er} juin dès l'an prochain.

Julien Ville explique que si l'effectif de licences à ce jour peut être jugé encourageant, il n'est pas satisfaisant pour autant, même si les résultats temporaires présentés par Laurent Ciubini indiquent que la plupart des ligues enregistrent à ce jour un nombre de licences supérieur à celui obtenu à la fin de la dernière saison.

Il explique que les résultats sont, en réalité, très disparates au sein de chaque ligue. Surtout, il interpelle les présidents de ligue à être plus investis. Il précise aussi que la fédération doit être plus proche de ses clubs afin d'expliquer la réforme de la licence et la cohérence de toute la politique fédérale à celle-ci. L'objectif est

que les présidents de clubs comprennent les enjeux pour être ensuite convaincus. Pour ce faire, il préconise qu'un groupe d'élus rencontrent tous les clubs en présentiel ou en visioconférence. Plus que tout, il appelle au courage et à l'engagement afin d'assumer ce qui est fait actuellement.

Laurent Ciubini rappelle les dispositions prises en Assemblée Générale en cas de non-respect du 100 % licences :

- Les clubs n'ayant pas licencié 100 % de leurs adhérents sur la saison 2018/2019 n'apparaîtront pas sur le classement national des clubs publié à l'issue de la saison 2018/2019 en Natation Course, Natation en Eau Libre, Natation Artistique, Natation Maîtres et Natation Estivale.
- Pour la saison 2019/2020, des mesures complémentaires seront mises en place avec notamment la non-possibilité d'accéder aux classements pour les Championnats de Water-Polo.

Gilles Sezionale est conscient qu'il est nécessaire de trouver des moyens de se développer par des activités diverses, dont le club doit être au centre du projet.

Laurent Viquerat estime que les clubs affinitaires concurrencent les clubs de la fédération ; pour exemple, en région Ile-de-France, seuls 23 d'entre eux sont affiliés à la FFN et au final la FFN comptabilise peu de clubs sur l'ensemble du territoire.

Le Comité Directeur se prononce pour le recul d'un mois pour la prise de licences en clubs d'été, à savoir au 1^{er} juin (1 abstention : Jean-Claude Dunand Martin), ainsi que sur le passage de la licence compétition de 50 à 30 Euros à la même date.

5.3 – Validation du principe de Boutique FFN

Marie le Ber présente la boutique en ligne FFN dont le lancement a été effectué le 11 juin dernier, son contenu et les tarifs.

Les principaux enjeux de la e-boutique :

- Répondre aux besoins des licenciés et de notre communauté au sens large, nombreux à vouloir se procurer des produits FFN.
- Proposer une gamme de prix variée pour répondre à tous les budgets.
- Être présent sur les événements majeurs de la FFN pour vendre directement les produits au public.
- Augmenter la diffusion du Natation Magazine.
- Digitaliser l'accès au Natation Magazine pour répondre au nouveau mode de consommation de la presse écrite.
- Mettre en vente les produits des partenaires fédéraux (ex : les bouchons d'oreilles de la marque Acoufun).

Cette boutique a vocation à évoluer avec notamment de nouveaux produits, dont la gamme textile, avec par exemple l'ajout de pantalons pour les officiels et de tee-shirts.

Une newsletter a été mise en ligne et une communication sera faite sur l'ensemble des réseaux sociaux afin de lancer cette boutique.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

6. Affaires Administratives

6.1 – Evolution de la Commission des Organisations Fédérales

Suite à une volonté, issue de la précédente réunion de Comité Directeur de Marseille, de travailler en lien avec les commissions et directions de disciplines et de gagner en efficacité, et à la démission de Philippe

Leblond, une réflexion a été engagée sur la modification du format et du mode de fonctionnement de la COF.

Il est donc proposé de transformer cette commission en collectif, à l'instar du collectif Extranat, dont les missions seront recentrées au niveau de la présidence fédérale. Les organisations seraient dorénavant examinées et attribuées par le Bureau.

Les missions en transversalité seront à mener en lien avec les 5 disciplines et le département équipement, la COF ayant pour responsabilité de valider les sites avant attribution d'une compétition (hôtels, desserte, capacité d'accueil).

Elle est en charge de l'amélioration continue des événements, aussi la systématisation des rapports du délégué sera demandée avec la création d'une base de données.

Elle est également en charge de la mise en place des conventions et du suivi des compétitions nationales et des meetings labellisés.

Enfin, elle est au service d'une organisation protocolaire de qualité et le délégué COF, présent sur chaque événement, y veillera.

Proposition de composition du collectif COF :

- Dominique Lefebure (Natation Course/Natation Artistique)
- Jimmy Persigant (Natation Estivale, Maîtres)
- Stéphane Metzger (Plongeon/Water-Polo)
- Michèle Bourd
- Alain Chateigner (Eau Libre)
- Représentant DTN : Marc Hanssler
- Représentant DG : Magali Tapret

Christiane Guérin précise que les dossiers de candidature aux organisations fédérales seront désormais établis avec un certain nombre de critères préalables, ceci afin d'éviter les problèmes rencontrés cette année à l'occasion des Championnats de France des Jeunes à Tarbes dont la capacité d'accueil est insuffisante pour la population concernée. Gilles Séziane précise que malheureusement les candidatures ne sont pas suffisantes et que beaucoup de piscines ne peuvent accueillir plus de 1000 personnes.

Michel Boussard demande que les conventions d'organisation soient mieux adaptées aux spécificités de chaque discipline. Les conventions d'organisation seront effectivement revues pour chaque niveau de compétition.

Le Comité Directeur valide cette nouvelle organisation.

6.2 – Officialisation de la Commission d'évaluation des projets et point sur la campagne PSF (ex CNDS)

Laurent Ciubini rappelle l'historique de la mise en place de la commission d'évaluation des projets.

En collaboration avec l'agence de consulting retenue pour accompagner la fédération, ont été réalisés à ce jour :

- L'envoi d'un courrier d'informations afin de préparer les clubs et leur permettre d'anticiper le travail à mener ;
- Le lancement d'une enquête à destination des clubs et comités pour recueillir leur avis sur les subventions CNDS et suggestions sur le projet de développement fédéral ;
- L'élaboration du projet de développement fédéral synthétique ;
- La formalisation de la note de cadrage fédéral sous la forme d'un guide mode d'emploi visant à accompagner les structures fédérales dans l'élaboration de leur dossier de subvention.

Depuis le lancement de la campagne, un accompagnement des clubs par mails et appels téléphoniques se fait au quotidien.

Le calendrier prévisionnel :

2 mai : Envoi d'un courrier aux structures fédérales pour informer des nouvelles modalités de demande de subventions et lancement d'une enquête sur le PSF.

24 mai : Lancement national de la campagne – Ouverture de l'outil Compte Asso pour dépôt des dossiers/ Envoi du guide méthodologique à l'ensemble des structures FFN.

24 mai – 28 juin : Accompagnement des structures fédérales.

30 juin : Fin de la campagne – fermeture de « Compte Asso ».

1^{er} juillet – 31 juillet : Instruction des dossiers par les services fédéraux.

31 juillet : Transmission du fichier d'instruction récapitulant les structures bénéficiaires et les montants proposés à l'Agence nationale du Sport.

août : Étude des propositions de versement par l'Agence nationale du Sport.

août – Septembre : Envoi par l'Agence nationale du Sport de notifications aux structures fédérales et mise en paiement des subventions pour les montants inférieurs à 23 000 €.

Octobre : Mise en paiement des subventions pour les montants supérieurs à 23 000 € avec signature de convention annuelle, réalisée par l'Agence nationale du Sport.

Le travail spécifique à réaliser par la Fédération reste l'instruction des dossiers, la proposition des attributions financières à soumettre à l'Agence nationale du Sport et l'établissement du bilan à l'issue de la campagne.

Le Comité Directeur valide la composition suivante de la commission d'évaluation des dossiers PSF :

- Philippe Briout
- Serge Brunet
- Jean-Jacques Beurrier
- Bernard Dalmon
- Agnès Berthet
- Catherine Arribé

Des remarques sont faites concernant la charge de travail qui incombera à cette commission qui ne compte que peu de membres au vu du nombre de dossiers et qui devra réaliser une analyse précise et pertinente des demandes (statuts, budgets, 100% licences, détail de la demande etc...).

Pour rappel, les services fédéraux ont été accompagnés en amont par une agence de consulting pour définir les enjeux et objectifs de développement, les cibles prioritaires et actions à mener.

La fédération a également demandé à l'Agence nationale du Sport l'octroi d'une aide financière de 20 000 Euros qui permettra d'activer la phase de mise en œuvre opérationnelle du projet de développement fédéral dans les territoires.

6.3 – Proposition de partenariat de l'ASPTT

Laurent Ciubini présente la proposition de l'ASPTT, issue de la volonté initiale conjointe de créer un partenariat ASPTT/FFN. Cette proposition s'inscrit néanmoins dans un cadre complexe. Pour information, 40 clubs ASPTT ont une section natation, dont 16 une double affiliation ASPTT/FFN. A ce jour, seuls 5000 (entre 4800 et 5300 licenciés suivant la saison) des 11 621 adhérents ASPTT sont licenciés FFN. Le potentiel est donc évalué à 6000 licences.

La proposition de l'ASPTT pour la mise en place de ce partenariat via une passerelle se ferait selon cette déclinaison :

1. Licences

- Pour un adhérent ASPTT qui ne pratique que la natation en loisirs, "sur licence FFN" de 3 € (2 € FFN + 1 € ligue)
- Pour un adhérent ASPTT qui pratique la compétition, licence compétition de la FFN + "sur licence" ASPTT de 3 euros

2. Affiliation :

- Pour un club ASPTT qui a des adhérents qui font de la compétition : paiement de l'affiliation fédérale FFN = 400 euros
- Pour un club ASPTT qui n'a que des adhérents loisirs (= clubs 100% premium) : affiliation partenaire à 50 euros.

Si le club bascule avec des adhérents compétiteurs, alors il est logique qu'il paye l'affiliation à 400 euros.

3. Développement des activités aquatiques par l'organisation d'événements :

- Mise en place d'actions via l'application Swimming Heroes By FFNatation
- Participation d'athlètes de haut niveau de l'équipe de France FFN licenciés ASPTT à des rencontres sportives ASPTT

Le risque financier réside dans les non compétiteurs – de 16 ans licenciés à la FFN, au nombre de 2100 (sur les 5000 licenciés), qui pourraient basculer sur une licence moins chère à l'ASPTT avec sur licence FFN.

Risque financier potentiel maximal : - 46 200 €

Gain potentiel maximal : + 25 300 €

Soit un coût net de -20 900 €.

Après débat, le Comité Directeur estime qu'à l'heure actuelle le risque financier est trop important sur 2019 pour la fédération et ne souhaite pas donner suite en l'état à cette proposition de partenariat. De nouvelles discussions seront initiées pour une nouvelle proposition au prochain CD.

6.4 – Point sur l'application Swim Community

Laurent Ciubini rappelle les principales fonctionnalités de la V1 de l'application :

- Définition du meilleur agenda possible en permettant aux clubs d'identifier clairement leur stock de lignes d'eau ;
- Optimisation de la gestion des plannings d'activités ;
- Permettre aux clubs d'offrir des tarifs propres à chaque groupe d'activités ;
- Faciliter les inscriptions des licenciés grâce à l'enregistrement et à la possibilité de paiement en ligne (frais complémentaires à charge de l'adhérent) ;
- Permettre aux clubs de récolter rapidement, stocker et conserver des données fiables des licenciés ;
- Permettre l'extraction des données de la facturation pour leur intégration automatisée en comptabilité.

Le calendrier du déploiement de l'outil :

- Juin 2018 : Lancement d'un appel d'offres. 7 réponses reçues.
- Aout 2018 : Pré-sélection avec organisation d'entretiens.
- Décembre 2018 : Choix du prestataire, "Swim Community" dont l'outil et la proposition commerciale répondent au mieux aux attentes fédérales.
- Janvier - mars 2019 : Lancement d'une phase de test/expérimentation auprès d'une sélection de clubs volontaires. Environ 12 clubs retenus pour vérifier l'opérationnalité de l'outil et apporter, si besoin des ajustements.
- Fin avril 2019 : Annonce du lancement de l'outil « Swim Community by FFN » à l'AG de Bordeaux
- Lundi 13 Mai 2019 : Mise en service de la version de base gratuite. Lancement de la campagne de communication auprès de l'ensemble du réseau fédéral.
- Septembre 2019 : Mise en service de la version de base avec la fonctionnalité de connexion à Extranat.
- Puis, évolution de l'outil avec des fonctionnalités complémentaires payantes

Patrick Fradet informe que les chiffres attestent du succès de cette application depuis son lancement le 13 mai dernier avec 235 clubs inscrits en ligne sur la plateforme, dont 211 clubs actifs avec un compte créé et 24 clubs en cours d'inscription. Des ajustements sont actuellement en cours ainsi que l'adaptation du logiciel

sur Extranat. Des tutoriaux relativement bien faits existent pour aider les clubs. Il faut cependant que le club analyse précisément au préalable ce qu'il souhaite avant de rentrer les informations dans le logiciel.

Stéphane Metzger fait remarquer que des questions ont été posées via l'application et qu'aucune réponse n'a été reçue à ce jour. Laurent Ciubini prend acte et s'engage à ce que des réponses soient apportées rapidement.

6.5 – Juridique

6.5.1 Nouvelle composition de la Commission des Agents Sportifs

Antoine Durand présente la nouvelle composition de la commission des agents sportifs. Il s'agit d'une simple mise à jour, la commission ne se réunit que très peu.

Membres avec droit de vote	Titulaire	Suppléant
Le Président	Evelyne CIRIEGI	Christiane GUERIN
Une personnalité qualifiée choisie en raison de ses compétences dans les disciplines	Laurent VIQUERAT	Lucien GASTALDELLO
Une personnalité qualifiée choisie en raison de ses compétences en matière juridique	Antoine DURAND	Carine SOLLBERGER
Une personnalité représentative des associations sportives, des sociétés sportives ou des organisateurs de manifestations sportives des disciplines	Jean-Philippe SOLLBERGER	
Un agent sportif de Natation	Josian FRAYSSE	Ø
Un sportif des disciplines	Ophélie ASPORD	Alain BERNARD
Un entraîneur des disciplines	Nicolas MIQUELESTORENA	Florian BRUZZO
Membres avec voix consultatives	Titulaire	Suppléant
Délégué aux agents sportifs	Sylvain PESTANA	
Le DTN ou son représentant	Julien ISSOULIE	Agnès BERTHET
Un représentant du CNOSF	Jean-Pierre KARAQUILLO	Paul-André TRAMIER

Le Comité Directeur valide cette nouvelle composition.

6.5.2 Nouvelle composition de l'Organisme disciplinaire

L'objectif est que cette organisme puisse se réunir de façon hebdomadaire afin de coller le plus possible à la réalité, notamment du water-polo. Aussi, il est important de trouver un plus grand nombre de membres, motivés, qui pourraient se relayer chaque semaine.

Des candidatures suivantes ont été reçues :

- Jacques MELINAT (Président), Ancien président de l'Organisme de Discipline Générale
- Patrick CROISY, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- Gérard VENEAU, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale et de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- Noëlle HAMON, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- Laurie FELIX, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- Evelyne CIRIEGI (Présidente déléguée), Ancien présidente de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- Guy SABATIER, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- François MARTIN, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo

- Jean-Bernard DECOEYERE, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- Sébastien NIVAUD, nouveau membre

Pour l'Organisme général d'appel :

- Gérald SIMON (Président)
- Alain MICHELET, ancien Président de l'Organisme de Discipline de Première Instance Relatif à la lutte contre le dopage
- Nicole BONNAUD
- Lise RAISSAC, avocate
- Daniel GUERIN
- Joël FERRY, ancien membre de l'Organisme de Discipline de Première Instance Relatif à la lutte contre le dopage
- Marie-Noël NOULARD, ancien membre de l'Organisme de Discipline de Première Instance Relatif à la lutte contre le dopage,
- Hugues DELIGNETTE, avocat à la cour spécialisé en droit du sport

La composition de cet organisme sera arrêtée ultérieurement.

6.5.3 Proposition de modification du Règlement disciplinaire (en annexe)

Antoine Durand présente les modifications substantielles apportées au Règlement disciplinaire.

I - Suppression de la contestation des sanctions automatiques

Bon nombre de licenciés poloïstes ayant fait l'objet d'une sanction automatique ont usé, sur les dernières saisons sportives, d'une manœuvre déloyale (contester la sanction automatique afin d'être convoqué devant l'Organisme, qui ne peut se réunir dans un délai inférieur à une semaine) afin de "décaler" une sanction automatique dans le but de pouvoir jouer toutes les phases finales et n'être suspendu que pour le premier match de la saison suivante.

Ainsi, afin de lutter contre ce détournement de l'essence des sanctions automatiques du Règlement disciplinaire qui vise à prévenir les cas de récidive en sanctionnant mais aussi et surtout à accélérer et fluidifier la procédure disciplinaire, nous vous proposons de supprimer cette possibilité de les contester devant l'Organisme de Première Instance (et corollairement de les décaler dans le temps), tout en conservant l'opportunité de faire appel d'une telle sanction devant l'Organisme Général d'Appel afin de respecter les droits de la défense des intéressés, comme suit (l'article 16 étant supprimé, l'article 22 sur les sanctions automatiques consacrant cette nouvelle réglementation) :

ANCIEN :

« Article 16 : Exception à l'article 13 »

Par exception aux dispositions de l'article 13, lors d'un match de water polo, tout joueur exclu définitivement du bassin ou tout entraîneur exclu du banc (carton rouge) par l'arbitre a la faculté de faire ensuite valoir sa défense en adressant à la Fédération, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 24 heures (en cas de match le week-end, le lundi avant 18 heures), une relation écrite des incidents ou des motifs ayant provoqué son exclusion, et/ou bien, demande à comparaître devant l'organisme spécifique au water polo dans les conditions prévues aux articles 13 et 15.

A défaut de contestation, les sanctions, dont le barème est énoncé dans le tableau en annexe du présent règlement, seront automatiquement prononcées par la Fédération.

Ces sanctions dites « automatiques » sont exécutoires 48 heures après leur mise en ligne sur la plateforme Extranet des clubs, à charge au club concerné d'en informer l'intéressé à qui la sanction est également notifiée.

Les organismes disciplinaires de première instance et l'organisme fédéral d'appel ne sont pas tenus par ce barème. »

NOUVEAU :***Article 22 : Sanctions automatiques infligées dans certains cas particuliers***

Par exception aux dispositions de l'article 21, lors d'un match de water-polo, tout licencié exclu (EDA, EDA 4, EDA 4+P, carton rouge) par décision de l'arbitre est automatiquement sanctionné conformément au barème énoncé dans le tableau en annexe du présent règlement, sans préjudice de sanctions plus graves pouvant intervenir après examen.

Deux avertissements automatiques cumulés sur une année de date à date entraînent une suspension automatique de deux matchs dont un avec sursis.

Ces sanctions dites « automatiques » sont exécutoires 48 heures après leur mise en ligne sur la plateforme Extranat des clubs, à charge pour le club concerné d'en informer l'intéressé à qui la sanction est également notifiée.

Les organismes disciplinaires de première instance et l'organisme fédéral d'appel ne sont pas tenus par ce barème.

II – Rédéfinition de la « suspension » (sanction)

Etant donné les difficultés rencontrées par les Organismes disciplinaires lors de la prise de décision dues à l'absence de définition de la « suspension » dans le Règlement disciplinaire, nous vous proposons de redéfinir clairement la notion de « suspension », comme suit :

« Article 21 : Types de sanctions

[...]

- ***Une suspension : elle entraîne l'impossibilité pour la personne physique de jouir des droits que lui confèrent sa ou ses licences, à savoir notamment de participer au fonctionnement des instances de la Fédération ou de ses organes déconcentrés et à leurs activités.***

La personne physique suspendue ne peut donc pas :

- ***être inscrite à une compétition officielle, et notamment sur la feuille de match ;***
- ***prendre part à une compétition officielle, à quelque titre que ce soit ;***
- ***prendre place sur le banc de touche ;***
- ***pénétrer sur l'aire de jeu avant, pendant et après le déroulement de la compétition officielle ;***
- ***être présent dans le vestiaire des officiels ;***
- ***effectuer tout acte au nom et pour le compte du club ou le représenter, devant les instances ;***
- ***siéger au sein de ces dernières. »***

III – Réduction du délai de caractérisation d'un cas de récidive

Jusqu'à maintenant, et hormis pour les cas de sanctions automatiques, la récidive était caractérisée lorsqu'une première sanction disciplinaire définitive avait été prononcée à l'encontre de l'intéressé depuis moins de trois ans. Ce délai étant jugé trop long dès lors qu'une exclusion définitive avec remplacement ou un carton rouge est au final rapidement arrivé(e), nous vous proposons de réduire ce délai à un an en se calquant sur le régime des sanctions automatiques en vigueur jusqu'alors, comme suit :

« Article 25 : Récidive – Sursis

« Excepté pour le cas spécifique des deux avertissements cumulés sur une année de date à date, la récidive est caractérisée lorsqu'une première sanction disciplinaire définitive a été prononcée à l'encontre de l'intéressé depuis moins d'un an. »

Stéphane Metzger estime que cette proposition est très bonne mais demande si la Fédération ne pourrait pas se calquer sur le foot avec un système de sanction automatique pour les EDA, avec impossibilité de faire appel.

Antoine Durant répond qu'afin d'éviter la lourdeur des procédures, c'est bien ce qui est proposé aujourd'hui.

Le Comité Directeur valide les modifications du règlement disciplinaire.

Denis Cadon revient sur l'amendement voté à la dernière Assemblée Générale quant au blocage des clubs qui ont des dettes vis-à-vis de leur ligue et demande que cette règle soit réellement mise en application.

6.6 - Renouvellement du MSN (Moniteur Sportif de Natation)

En raison du caractère technique du Titre à Finalité Professionnelle « Moniteur Sportif de Natation » de la Fédération Française de Natation, Christiane Guérin rappelle le contexte de la création du Titre et de son renouvellement.

Souffrant d'un déficit d'entraîneurs formés au sein de ses clubs, notamment sur les premiers niveaux d'entraînement (peu de titulaires du DEJEPS – trop d'encadrants entraînant au titre d'un BPJEPS AAN), la Fédération s'est dotée d'un Titre à Finalité Professionnelle (TFP) de niveau IV (niveau bac), le Moniteur Sportif de Natation (MSN).

Le titulaire du MSN dispose des compétences pour encadrer l'ENF et entraîner jusqu'au niveau régional contre rémunération (contrairement aux Brevets Fédéraux qui ne permettent d'exercer que bénévolement). Ce diplôme est enregistré au Répertoire National des Certifications Professionnelles depuis le 04 octobre 2016, pour une durée de validité de trois ans => obligation de déposer la demande de renouvellement courant 2019.

Suite à la Loi du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel :

- Disparition au 31/12/2018 de la Commission Nationale des Certifications Professionnelles remplacées par France Compétences au 01/01/2019
- Des démarches de renouvellement ont été entamées par le service Formation au 4e trimestre 2018 : sur conseil de l'instructeur CNCP, une demande de renouvellement a été déposée en urgence avant le 31/12/2018 pour bénéficier d'une prorogation de l'échéance du diplôme automatique d'un an ;
- En Février 2019, France Compétences informe que les certifications n'ayant pas fait l'objet d'un renouvellement lors de la commission d'enregistrement CNCP du 18/12/2018 ne sont pas automatiquement renouvelées, et doivent être redéposées pour maintenir leur enregistrement RNCP : le dossier de la Fédération est arrivé à la CNCP le 19/12/2018.

Sur le fond, la Loi modifie l'organisation des certifications professionnelles et introduit la notion de blocs de compétences : cela modifie l'ingénierie pédagogique des formations, et implique une réécriture de tous nos diplômes, d'autant que cette nouvelle organisation est étroitement liée aux nouveaux dispositifs de financements de la formation professionnelle (notamment via le CPF) ;

Le service Formation travaille donc depuis avril (nomination du nouvel OPCO de la branche sport définissant les modalités de financements des formations, accompagnement du CNOSF sur les questions de formation et de qualification) sur la réécriture de son TFP en blocs de compétences.

Néanmoins, les travaux du Ministère des Sports sur la proportionnalité réglementaire d'une part, et sur les questions relatives à l'encadrement dans le cadre du plan Aisance Aquatique d'autre part, remettent en question les dispositifs existants et constitutifs de la filière actuelle des diplômes de l'Etat (avenir du BPJEPS AAN, du DEJEPS et du DESJEPS, avenir de l'ENF etc.).

Les enjeux sont donc multiples et les choix sont difficiles à faire dans un contexte très incertain marqué par une multitude d'acteurs et d'objectifs.

Le service Formation a été informé le 20 mai 2019 que le dossier de demande de renouvellement devait passer en sous-commission sécurité de la CPC des Métiers du Sport avant d'être déposé à France Compétences à la prochaine date de sous-commission autant fixée au 11 juin 2019 et la Commission au 3 juillet 2019.

Le dossier a été transmis pour étude aux services du Ministère le 24 mai et à France Compétences le 26 mai.

3 scénarii sont à envisager :

Scénario 1 : le dossier reçoit un avis défavorable de la CPC des Métiers du Sport et ne peut donc être présenté en l'état auprès de France Compétences. Le dossier doit alors être retravaillé et proposé à une prochaine commission en septembre.

Scénario 2 : le dossier reçoit un avis favorable de la CPC des Métiers du Sport, mais est ajourné par France Compétences (au mieux sur la commission d'enregistrement de juillet 2019, au pire sur celle de septembre 2019). Le dossier doit alors être retravaillé pour repasser en commission d'enregistrement France Compétences (au mieux en septembre 2019, sinon sur une session ultérieure).

Scénario 3 : le dossier reçoit un avis favorable de la CPC des Métiers du Sport et de France Compétences (au mieux sur la commission d'enregistrement de juillet 2019, au pire sur celle de septembre 2019). Il restera alors à reprendre l'écriture du règlement général, du livret référentiel de la formation, des grilles de certification et de tous les outils en lien avec la mise en œuvre de la formation.

Il est donc proposé de décaler la mise en œuvre des prochaines sessions de formation MSN à janvier 2020 pour avoir le temps de finaliser les outils après la validation du renouvellement.

Accord du Comité Directeur.

7. Validation des programmes et calendriers sportifs 2019/2020

Christiane Guérin précise que le spécial règlements paraîtra début juillet en version dématérialisée.

7.1 – Natation Course

Jean Claude Dunand Martin remercie celles et ceux qui ont travaillé sur ce programme.

Marc Hanssler présente le calendrier et le programme natation course 2019-2020 (document exhaustif en annexe).

Interventions et remarques sur le calendrier 2019-2020 :

- L'Open de Chartres 2020 est programmé les mardi 16 et mercredi 17 juin 2020 à Chartres, dans l'attente de la rencontre avec Karine Dorange à l'issue de l'Open de France 2019.
- Les dates des Championnats de France Open d'été sont décalés d'une journée, à savoir du samedi 18 au jeudi 23 juillet 2020 afin de permettre à tous de regarder la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Tokyo.
- Gilles Sézional pense que la deuxième date du FFN Golden Tour à Marseille est trop proche des Championnats de France Juniors et qu'il manque une compétition de masse.
Pour répondre à cette dernière remarque, Marc Hanssler précise qu'en termes de nombre d'engagés, en 2016-2017, la FFN a enregistré - 18 % dans les ligues puis en 2017-2018 elle est passée à - 28 %. Cette année, elle devrait comptabiliser + 70 % de plus d'engagés dans les ligues.
- Serge Brunet souhaiterait que le projet de Championnats promotionnels de Ligues soient reportés à la saison prochaine et fasse l'objet d'une réflexion approfondie.

Laurent Viquerat souhaiterait un retour aux grilles, constatant que les 5 premiers des rankings sont pris sur les listes espoirs dans chaque catégorie alors que des 6^{ème} et 7^{ème} au classement peuvent répondre aux objectifs de temps.

Julien Issoulié répond que ce n'est pas possible car l'Agence du Sport ne le souhaite pas.

Gilles Sézional précise que si cette modification ne peut être réalisée avant les Jeux, elle pourra en revanche être envisagée pour la suite. La volonté sportive fédérale étant de réaliser un programme accessible au plus grand nombre de nageurs.

Suite aux candidatures reçues à ce jour, le Comité Directeur valide les lieux d'organisation suivants :

- Championnats de France Juniors du 26 au 31 mars 2020 à Schiltigheim
- Championnats de France N2 du 27 au 31 mai 2020 à Melun
- Championnats de France Jeunes (Trophée Lucien Zins) du 9 au 12 juillet 2020 à Pau
- Championnats de France Open d'été du 18 au 23 juillet 2020 à Dunkerque
- Coupe de France de Natation estivale en août 2020 en région Pays de la Loire

Programme des jeunes – Pass'compétition :

Sur 80 000 avènements, seuls 10 000 sont des compétiteurs. Aussi, afin d'en augmenter le nombre, il est proposé la mise en place de « Challenges » comprenant 9 épreuves accessibles sans « pass'compétition ». Pour pouvoir participer, les nageurs devront obligatoirement être licenciés compétiteurs. La date butoir d'organisation serait le 30 avril.

Chaque épreuve réussie serait cochée et 5 épreuves sur les 9 devront obligatoirement être réalisées pour pouvoir accéder aux compétitions. Le jury devra être impérativement composé d'évaluateurs diplômés. 3 étapes incontournables de l'ENF visibles sur Extranat.

Serge Brunet félicite Marc Hanssler pour le travail réalisé, et notamment pour la qualité du document interactif présentant le programme natation course, qui a été adressé aux membres du comité directeur.

Gilles Sezionale remercie l'équipe de la DTN et Christiane Guérin qui ont mis en musique ses attentes quant au « pass compétition ».

Le Comité Directeur valide le programme natation course et la création du Challenge pour les jeunes.

Marc Hanssler présente le concept de la web compétition, à savoir la création d'un site dédié reprenant toutes les compétitions qui se seront déroulées en même temps, avec l'idée d'avoir un classement global.

Julien Issoulié demande qu'une prime exceptionnelle soit octroyée à l'entraîneur Cyrille Gualbert qui accompagnera les Jeunes sur les Euros juniors et Championnats du Monde Juniors. Accord du comité directeur

7.2 – Eau Libre (en annexe)

Ophélie Aspard présente les points d'évolution du programme de l'eau libre pour la saison 2019-2020 :

Le règlement Eau libre ne donne pas lieu à des modifications réglementaires majeures pour la saison 2020.

Quelques changements à la marge sont néanmoins à noter et notamment :

- Concernant les XVIII^e CHAMPIONNATS DE FRANCE INDOOR 5 KM :
Afin d'écourter le temps de compétition et ainsi faciliter les déplacements des participants, le programme prévoira désormais d'enchaîner les séries en continue, sans période de pause déjeuner.
- Concernant les XXIX^e CHAMPIONNATS DE FRANCE ELITE EAU LIBRE :
Pour pouvoir s'engager sur les épreuves individuelles, les nageurs devront respecter outre les temps à réaliser en bassin, les « Critères Eau Libre » suivants :
« Avoir terminé(e) en 2019 parmi : le « top 50 » des Championnats de France eau libre sur une épreuve individuelle ou dans le « top 30 » du classement général finale de la Coupe de France. (...) »

- Concernant le Championnat Régional EL et Indoor / Coupe Régional :
Afin de valoriser les régions particulièrement investies dans l'eau libre, il a été décidé d'augmenter le nombre de points attribués aux nageurs pour le classement de la coupe des Régions (en référence au « BARÈME POUR LE CLASSEMENT NATIONAL DES NAGEURS ET DES CLUBS »).
- Concernant la XXIIème COUPE DE FRANCE EAU LIBRE :
Les organisateurs d'étape en mer, sont désormais autorisés à modifier leur réglementation concernant les départs et les arrivées (par dérogation au règlement FINA Eau Libre) selon les modalités définies dans le règlement.
- Concernant le 1er CHAMPIONNATS DE FRANCE OPEN DU RECORD DE L'HEURE :
La première édition des Championnats de France open du record de l'heure sera organisée le Dimanche 1^{er} décembre 2019. A ce jour, la ville de ROUEN est volontaire pour organiser cet évènement selon les modalités définies dans le règlement.

Denis Cadon demande quel procédé sera utilisé pour sa validation ?

Jean Louis Thoremby explique que deux possibilités sont envisagées :

- Le positionnement d'une puce dans le bonnet, ou, autre système à déterminer,
- La prise des temps sur les 4 ou 5 dernières longueurs et l'évaluation du temps au dernier virage.

Cette dernière option ne semble pas à privilégier.

Une mise à jour de notre Règlement Intérieur sera nécessaire pour inclure cette nouvelle compétition.

➤ **Concernant le programme national et international de l'équipe de France Eau Libre pour la saison 2019-2020 :**

Le calendrier de la discipline suit la programmation établie en début d'Olympiade sans modification notable. L'apparition des championnats de France open du record de l'heure dans le calendrier national est néanmoins à souligner.

Validation du calendrier et lieux d'organisation :

- Championnats de France de nage hivernale les 11 et 12 décembre 2019 : lieu à déterminer
- Championnats de France 5 km indoor le 28 février 2020 à Sarcelles
- Championnats de France Eau Libre du 11 au 14 juin 2020 à Saint Raphaël

L'ensemble des propositions est validé par le comité directeur.

7.3 – Maîtres

En l'absence d'Aline Michelet, Dominique Lagier et Christiane Guérin présentent les modifications apportées au programme des maîtres pour la saison 2019-2020.

Championnats de France Hiver des Maîtres 2020 au Lamentin :

Suite à une difficulté sur l'homologation en 25m du bassin du site du Lamentin (Martinique), lieu désigné pour les Championnats de France Maîtres d'hiver du 27 au 29 février 2020, la Fédération a demandé à ce que de nouvelles mesures soient effectuées en urgence par un géomètre expert afin de savoir si cette organisation peut être maintenue.

Dans l'hypothèse où aucune information ne serait parvenue ou qu'une réponse négative serait apportée, l'annonce du retrait de cette organisation au Lamentin serait effectuée lors des Championnats de France des Maîtres à Chalon-sur-Saône.

Les principales propositions de modifications réglementaires :

1. Elargissement des grilles des N1 afin de pallier la difficulté d'éloignement du site. Patrick Fradet fait remarquer que cette proposition est dévalorisante pour cette compétition et accentue un manque de stabilité de la discipline. Le Président approuve cette remarque et cette solution est remise en cause. Que les championnats se déroulent en Martinique ou ailleurs. Les grilles doivent être les mêmes et le nombre de courses reste à 5.
2. Création de N2 en 2020 afin d'augmenter le nombre d'organisation fédérale. La grille de qualification sera finalisée en fonction du point 1.
3. Qualification comme les années précédentes avec les temps de N-2. Attention, le règlement est mis en conformité avec la pratique, à savoir que les temps sont établis en année civile. Les temps réalisés en 2018 sont donc pris en compte.
4. Modification relative au fait que les meetings labellisés ne soient plus qualificatifs.
3 options ont été évoquées :
 - soit on reste sur la règle initiale (option retenue),
 - soit on instaure la règle que les temps des meetings sont pris en compte si participation aux organisations fédérales,
 - soit les temps des meetings sont pris en compte si les clubs organisateurs jouent le jeu de la fédération en mettant à disposition des bassins pour les organisations fédérales.

Championnats de France Eté des Maîtres 2020 :

1. Souhait d'avancer la date des championnats programmés à Canet-en-Roussillon (actuellement 25-28 juin, jugés trop près des vacances de juillet, d'où difficultés pour trouver un hébergement).
2. Actuellement seuls les 1500m sont nagés en été et les 800m en hiver. Les 1500m n'étant pas nagés dans les championnats internationaux, il est souhaité que les 800m soient mis au programme. La 6ème course autorisée pour cette compétition ne semble pas opportune, sachant qu'il y avait plus de 1100 sportifs lors de la dernière édition.
3. La création de N2 est souhaitée sur ce championnat.

Championnats de France Interclubs des Maîtres 2020 :

1. Relativement à la difficulté de la règle des 4 féminines par équipe, mettre en place la règle suivante : 2 féminines obligatoires avec bonification en points pour toutes féminines supplémentaires.
Il est privilégié de revenir en arrière, au regard des 100 équipes perdues. Et de ne pas retenir de bonification pour présence féminine qui paraît sexiste
2. Positionnement du 10 x 50 m en début de réunion.

Eau Libre Maîtres :

Création d'un circuit avec un classement spécifique Maîtres dans le cadre de l'EDF Aqua Challenge.

Meetings labellisés :

La catégorie C0 peut participer aux meetings labellisés.

Circuit fédéral des meetings :

Souhait de pérenniser un nombre d'étapes annuelles, en incitant les clubs à s'inscrire dans le circuit fédéral (prendre une participation sur les engagements en contrepartie d'une aide sous forme de communication, jury de tête, récompenses, etc...).

Réserver uniquement ce circuit aux clubs remplissant le 100 % licences et institutionnaliser certains sites (Groupe de travail à monter avec Développement et Marketing).

L'ensemble des propositions est validé par le comité directeur.

7.4 – Natation Artistique (en annexe)

Dominique Cupillard présente les modifications apportées au spécial règlements 2019-2020 de la natation artistique.

P 168 rajouter un tableau : J'ai 9 ans et moins • Je suis « **poussine** »

Je suis né(é) en 2011 et après / Je peux nager : Le niveau Synchro Découverte sous condition d'avoir l'ENF2 / La compétition Poussine (en annexe).

P 170 Synchronat : Il n'y a plus qu'un parcours de propulsion technique dans cette épreuve. La propulsion ballet est supprimée à tous les niveaux.

P 172 Pass'compétition 2009 et après : A confirmer en fonction des prochaines modifications réglementaires de l'ENF.

P 173 : Organisation : Pour les catégories Juniors et Seniors / Toutes Catégories, il est proposé de regrouper les compétitions régionales et N2. Plusieurs classements devront être établis.

P 173 : Surclassement : Les nageuses/nageurs âgées(es) de 12 ans (2008) considéré(es) comme « Avenir » et « Jeune » et les nageuses/nageurs âgé(es) de 15 ans (2005) considéré(es) comme « Jeune » et « Junior » peuvent nager dans les deux catégories à condition de ne pas nager la même épreuve dans les deux catégories. Pour les compétitions seniors-toutes catégories, les nageuses/nageurs juniors peuvent nager les épreuves libre d'équipe et de ballet combiné, même si elles/ils ont nagé dans la même épreuve en catégorie Junior, sous condition, que, la majorité pour un nombre impair et au moins la moitié pour un nombre pair de nageuses/nageurs nageant le ballet sont des nageuses/nageurs seniors (19 ans et plus). Ces ballets ne pourront pas participer si le nombre de nageuses/nageurs seniors titulaires n'est pas respecté. Pour les autres épreuves, les ballets peuvent être composés exclusivement de nageuses/nageurs juniors. Cependant pour les solos et duos (techniques et libres), les juniors peuvent participer, à condition de ne pas avoir nagé la même épreuve dans leur catégorie. Le highlight peut être composé de nageuses/nageurs Jeunes (15 ans) ayant déjà nagé le highlight acro dans leur catégorie.

P 175 : Dérogation : Pour toutes les catégories d'âge, le Juge Arbitre des N2 a la possibilité de proposer, de manière exceptionnelle, à une commission d'étude (Direction Technique Nationale et Juges Internationaux) une vidéo du ou des ballets ayant obtenus les points de qualification pour les championnats de France mais n'étant pas qualifiés en raison de quotas insuffisants. Cette vidéo doit être envoyée dans les 48 heures suivant la fin de la compétition à la Fédération Française de Natation. Cette règle s'applique aussi pour la Finale des Avenirs et des Jeunes.

P 175 : Qualification refusée : Si un club refuse la qualification de son ballet en Élite dans une catégorie donnée, il ne sera pas automatiquement repositionné en N1 mais devra y gagner sa sélection en passant par la N2. Cependant s'il réalise les points de qualification d'Elite, il devra obligatoirement nager en Elite.

P175 : FDAJ : Les règlements de la Finale Nationale des Avenirs et des Jeunes ne figurent pas sur le document mais font l'objet d'une annexe.

P175 : Dispositif Ile de la Réunion : A l'étude de ses résultats, l'Ile de la réunion bénéficie de ce dispositif. Pour les championnats d'hiver : Envoi de vidéos des épreuves avant les Journées d'automne pour évaluation par un jury de JA.

Pour les championnats d'été : La Ligue Régionale organise une compétition sur place avec la présence d'un juge A désigné par la FFN et des officiels de la ligue. Tous les clubs de la Ligue peuvent y participer. Toutes les épreuves des différentes catégories ainsi que la qualification pour Finale des Avenirs et des Jeunes sont proposées lors de cette compétition.

Le juge arbitre A désigné par la FFN valide les résultats et les qualifications dès la fin de la compétition. Sous réserve de faire les points de qualification, le 1er de chaque épreuve est qualifié pour les championnats Elite et le 2ème pour les N1. Les ballets suivants ont la possibilité d'aller aux N2 en métropole. Pour se qualifier aux N1, ils devront rentrer dans les quotas de l'interrégion et réaliser les points de qualification. Cependant, ils ne prennent pas de places à cette interrégion.

P 175 : Dispositif territoires ultra-marins : La qualification aux championnats nationaux s'effectue de la façon suivante :

Pour les championnats d'hiver : Envoi de vidéos des épreuves avant les Journées d'automne pour évaluation par un jury de JA.

Pour les championnats d'été : Même procédé si ce sont des solos et des duos seulement. Pour les épreuves d'équipe, le ou les clubs doivent participer aux N2 en métropole. Pour se qualifier, ils doivent rentrer dans les quotas de l'interrégion et réaliser les points de qualification. Cependant, ils ne prennent pas de places à cette interrégion.

P 175 : Dispositif Ligue Corse : Les clubs de la Ligue Corse ne rentrent pas dans le quota de l'interrégion Sud-Est.

Sous réserve de faire les points de qualification, si un club de la ligue Corse se classe premier et si le club suivant appartient à l'interrégion Sud-Est, alors ces deux clubs sont directement qualifiés pour les championnats Elite.

Pour se qualifier aux N1, les clubs de la ligue Corse doivent rentrer dans les quotas de l'interrégion Sud-Est et réaliser les points de qualification. Cependant, ils ne prennent pas de places à l'IR SE.

P176 : Open de France – World Serie FINA : Après étude des résultats des différents championnats de France, la Direction Technique donnera la possibilité aux meilleurs clubs Français de participer à l'Open de France - World Serie FINA dans des épreuves données.

P 203 / 205 / 206 / 207 / 208 / 209 : Duos mixtes : Suivant leur prestation les duos mixtes pourront être qualifiés pour la finale directe duos mixtes du championnat de France Elite 2020.

P 206 : Elite Solos libres jeunes Elites :

- les douze (12) premiers solos libres du championnat de France d'hiver jeune 2018

- les trois (3) sept 7 premiers solos libres du championnat de France N2 jeune 2019 sont qualifiés à la finale directe solos libres à condition d'avoir obtenu 130 points.

p 207 / 209 / 211 : Un gala pourra être organisé. Les clubs engagés devront être en mesure de proposer un ballet de gala (accessoires recommandés).

Validation du calendrier et lieux d'organisation :

- Championnats de France d'Hiver Jeunes et Junior du 12 au 15 décembre 2019 à Tours
- Championnats de France Juniors N1 et Elite Open du 31 mars au 5 avril 2020 à Sète
- Championnat de France Jeunes N1 et Elite Open du 18 au 24 mai 2010 à Nantes
- Finale Nationales des Avenirs et Jeunes du 24 au 26 juin et CF N1 Séniors / toutes catégories du 26 au 28 juin 2020 : lieu à déterminer

L'ensemble des propositions est validé par le comité directeur.

7.5 – Water-Polo

Florian Bruzzo présente les propositions de modifications du programme du Water-Polo pour la saison 2019-2020.

1- Organisation des championnats U15 et U17 garçons 2019/2020

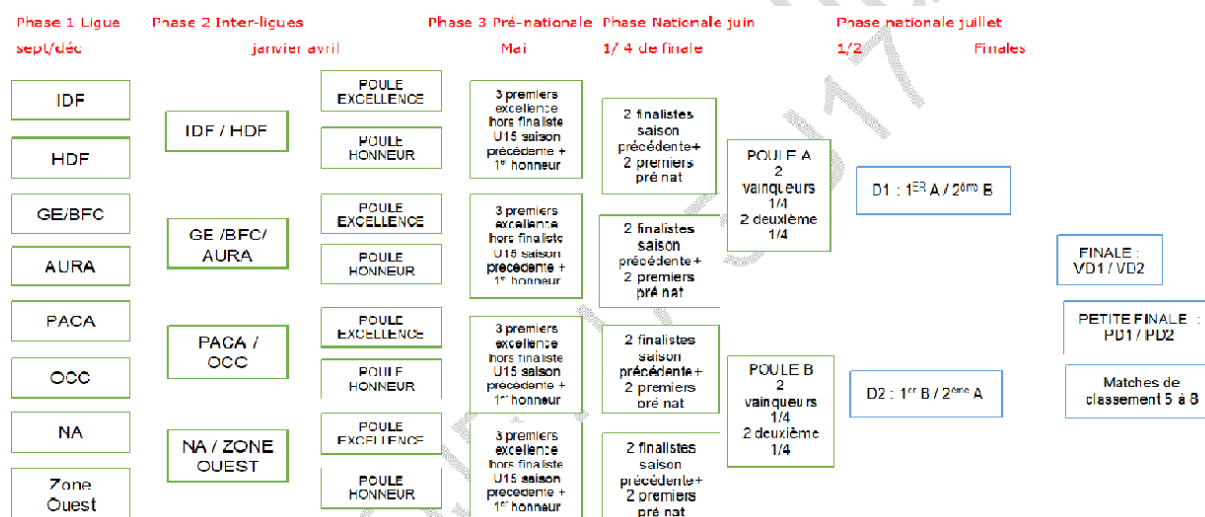
Les objectifs poursuivis au travers cette formule de championnat sont de permettre aux équipes de jouer à leur niveau, d'éviter les confrontations amenant des écarts de résultats trop importants. Mais aussi de multiplier le nombre de matches en phase ligue et inter-ligues afin que chaque joueur puisse bénéficier d'un temps de jeu nécessaire à sa formation.

- Phase 1 Régionale ou inter-ligues si manque de clubs, de septembre à décembre
- Phase 2 : inter-ligues de janvier à mai : division du territoire en 4 inter-ligues : Zone Ouest – NA / OCC – PACA / AURA – GE-BFC / IdF – HdF. Une ligue chargée de la gestion de cette phase.

Constitution d'une poule excellence et honneur. Consignes : 10 matches minimum établissement d'un classement.

L'organisation en phase inter-ligues doit être prise en charge par l'une des ligues. Celle-ci devra en faire la demande auprès du département water-polo avant le 15 octobre en précisant bien les conditions d'organisations :

- Modalité de répartition des équipes en poules excellence et honneur
 - Formule d'organisation choisie
 - Dates des rencontres
 - Mode de qualification à la phase pré-nationale
 - Conditions financières demandées aux clubs
 - Modalités de désignation des arbitres jeunes et de l'officiel référent.
- Phase 3 pré-nationale, 16 équipes issues des poules excellence et premières places poule honneur
 - Phase 4 nationale 1/4 de finale : 16 équipes, 8 finalistes de la saison dernière et 8 équipes qualifiées à l'issue de la phase pré-nationale
 - Phase 5 nationale 1/2 finale et finale, 8 équipes
 - Possibilité de faire également une phase finale nationale avec les clubs honneurs et les clubs honneurs et excellences éliminés en tour pré-national et 1/4 de finale.



2- Obligation d'engagement d'équipes jeunes pour :

- Elite M : U21 – U17 – U15 (U17 et U15 en phase Ligue et inter-Ligues et pré-nationale) en cas de non-participation à la phase nationale malgré sa qualification sportive, l'équipe sera déclarée forfait général et devra s'acquitter de l'amende prévue au règlement financier.
- N1 M : U17 – U15 en phase ligue et inter-ligues et pré-nationale, idem élite sur la non-participation en phase nationale sauf la première saison en cas d'accession.
- N2 : U17 ou U15

3- Règlement U15 :

- Composition des équipes pour interclubs et CFL : 13 joueurs dont 2 gardiens
 - Passage des ballons T4 au T5 selon règlement LEN.
- 4- Possibilité pour les ligues qui le désirent d'organiser des championnats de catégorie d'âge pour le waterpolo féminin selon les mêmes modalités que les garçons (championnat inter-ligue)

- 5- Utilisation des ballons du partenaire de la FFN pour l'ensemble des championnats nationaux (Décathlon pour la saison 2019-2020)

Florian Bruzzo est heureux d'annoncer que Decathlon a développé des buts de water-polo gonflables qui devraient être prochainement commercialisés à un tarif très compétitif ; une bonne nouvelle pour le développement de cette discipline.

- 6- L'arbitrage des rencontres U15 en phase 1 et 2, sera assuré par de jeunes arbitres issus du club organisateur. Un délégué ou arbitre de catégorie A, supervisera la rencontre et n'intervient que pour la gestion des bancs, du public, et en cas de fautes techniques avérées.

7- Phase finale championnat Elite Messieurs.

Sont concernées par les phases finales du championnat les équipes classées aux place 1 à 6 de la phase régulière.

Les équipes classées 1ère et 2ème de la phase régulière sont directement qualifiées pour les demies finales.

Les équipes classées de la 3ème à la 6 place s'affrontent en match aller-retour (1/4 de finale) avec prise en compte de la différence de buts. En cas d'égalité parfaite la séance de penaltys départagera les équipes.

Les demies finales, matchs de classement pour la 1ère, la 3ème et la 5^{ème} place se dérouleront au meilleur des 3 matchs. Les matchs ne pourront se finir par un match nul, la séance de penalty déclarant le vainqueur dans ce cas.

Calendrier de la division en annexe.

Christiane Guérin se dit satisfaite que l'on offre l'opportunité aux petits clubs de confronter leurs jeunes joueurs à l'extérieur et à plus forts.

7- Championnat espoir maintenu en U21, sans aucune dérogation.

8- Précision sur les extensions de licence

- Demande à faire via un formulaire officiel avant le 1^{er} Novembre.
- La demande doit être motivée (Quel apport du joueur/joueuse – Entraînement en commun, ...)
- Le nombre de joueur/joueuse sous extension de licence ne pourra pas être supérieur à 2 joueurs/joueuses par équipe, sur l'ensemble de la saison.
- Un joueur/joueuse ayant participé avec son club principal jusqu'à la phase pré-nationale incluse pourra participer avec un club secondaire à la phase nationale.

9- Organisation des championnats nationaux 2019-2020

- Elite M : 10 clubs match aller/retour et phases finales
- N1 M : 10 ou 12 clubs match aller/retour
- N2 : 10 ou 12 clubs match aller/retour
- Elite F : 5 équipes phase 1 sous forme de tournoi, phase 2 en match aller/retour et phases finales au meilleur des 3 matchs.

A noter que certains clubs ne s'étant pas déclaré candidat pour l'Elite nous ont sollicité très récemment pour finalement l'intégrer. En considérant l'année très spéciale en termes de calendrier, et le niveau sportif (20 buts d'écart entre le Haut de tableau et ces équipes), la DTN propose de resserrer son Elite.

Calendrier prévisionnel en annexe.

- N1 F : eu égard au règlement financier, et à l'instabilité des effectifs, la DTN proposera une formule de championnat qui prendra en compte tous les critères au prochain CD.
- CF U 17 féminin 4 dates au lieu de 2
- CFR U15 féminin 4 dates au lieu de 2

10- Primes staff équipe nationale saison 2018/2019 et 2019/2020.

A noter que ces primes étaient déjà versées auparavant. Aussi, il ne s'agit que de se mettre en règle avec la loi.

Julien Issoulié souhaite que Yann Claix, entraîneur de l'équipe de France, perçoive une prime exceptionnelle de 5000 euros pour les résultats obtenus.

11- Intégration des nouvelles règles FINA dans le règlement fédéral.

12- Disposition afin de pouvoir limiter les trop grands écarts de score lors des matches de catégorie jeune.

« Pour toutes les rencontres de catégorie d'âge jusqu'à 17 ans inclus, un écart de 20 buts met automatiquement un terme au match officiel en cours. Le match est alors arrêté par l'arbitre. Le secrétaire inscrit sur la feuille de match en toutes lettres « Arrêt réglementaire score » sur la ligne suivant le dernier événement, puis ce score est inscrit comme score final, même si toutes les périodes n'ont pas été jouées. Dès lors, les entraîneurs indiquent à l'arbitre s'ils choisissent de poursuivre la rencontre avec les mêmes compositions d'équipes ou d'effectuer des changements. Le jeu se poursuit dans le respect du règlement, jusqu'à la fin du temps réglementaire comme simple match d'entraînement, seuls les événements graves du type brutalité, inconduite, insultes..., de la part des joueurs/joueuses et entraîneurs/dirigeants pourront être reportés sur la feuille de match et pourront faire l'objet d'un rapport officiel de la part des arbitres. Les arbitres et officiels tiendront obligatoirement leur rôle pendant le match d'entraînement jusqu'à la fin du temps réglementaire initial. »

Calendrier international en annexe.

13- Réunion annuelle des délégués et arbitres

Recyclage des délégués le 7 septembre, avec évaluation. Ceux dont les résultats ne seront pas suffisants n'officieront pas sur la saison. Cette réunion sera suivie du regroupement des arbitres le 8 septembre avec intervention sur les nouvelles règles, interprétations.

Stéphane Metzger se fait le porte-parole des joueuses de la Ligue Grand Est qui demandent qu'une tolérance leur soit appliquée sur l'extension de licence.

Florian Bruzzo suggère qu'une entente entre clubs soit mise en place.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

En ce qui concerne le programme féminin, en raison du peu de joueuses, il est proposé de réfléchir encore avant de proposer des aménagements.

Le Comité Directeur valide l'ensemble des aménagements proposés.

7.6 – Plongeon (en annexe)

Michel Boussard informe qu'aucune modification n'a été apportée aux règlements du Plongeon pour la saison 2019-2020.

En ce qui concerne le calendrier les dates sont bloquées. En ce qui concerne les lieux d'organisation, Strasbourg et Rennes sont sur les rangs pour 2020. A confirmer.

Il informe que Madame Sylvie Caillet, Présidente de la Commission Plongeon de la Ligue AURA, a passé avec succès les épreuves nationales de juge de plongeon.

4. Clôture des travaux par le président

Gilles Sézional remercie chacun pour la teneur des travaux de ce Comité Directeur.

D'un point de vue sportif la Fédération met tous ses espoirs dans les prochains Championnats d'Europe et Championnats du Monde Juniors, véritables relèves de la Natation française.

Clôture des travaux à 16h00.

La secrétaire générale
Christiane GUERIN

le Président
Gilles SEZIONALE

En attente de validation